



Avis n° 40/2016 du 20 juillet 2016

Objet: Avis d'initiative concernant les règles d'entreprise contraignantes (Binding corporate rules ou « BCR ») de la société multinationale UCB (CO-A-2016-050)

La Commission de la protection de la vie privée ;

Vu la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après LVP), en particulier l'article 29 ;

Vu le rapport de Ivan Vandermeersch;

Émet, le 20 juillet 2016, l'avis suivant :

I. CONTEXTE DE LA DEMANDE

1. La Commission souhaite émettre un avis d'initiative sur les règles d'entreprises contraignantes (Binding corporate rules, ci-après « BCR ») de la société multinationale UCB et cela, conformément au protocole d'accord conclu entre le SPF Justice et la Commission le 13 juillet 2011¹.
2. Le protocole d'accord définit les éléments devant être pris en considération afin de considérer les BCR comme offrant des garanties suffisantes au sens de l'article 22, §1, alinéa 2 de la loi du 8 décembre 1992 pour permettre l'envoi de données à caractère personnel vers un pays tiers à l'Union européenne qui n'offre pas de niveau adéquat de protection des données à caractère personnel.
3. La Commission a été désignée comme autorité chef de file (Lead DPA) pour l'analyse des BCR de la société UCB. En cette qualité, elle a dirigé la procédure de coopération européenne au terme de laquelle les BCR ont été estimés conformes aux conditions requises dans les documents de référence du groupe de travail « article 29 » pour la protection des données². La Commission précise que le traitement de données de santé des patients à des fins de recherche et de développement, d'essais cliniques (en ce compris post-marketing) et d'études épidémiologiques ne se font qu'avec des données codées, et cela conformément à l'annexe décrivant les catégories de données et finalités de données traitées et transférées depuis la Belgique.

II. EXAMEN DES BCR

4. La Commission estime que les BCR de la société multinationale UCB répondent aux conditions telles qu'énumérées au titre IV du protocole d'accord conclu entre le SPF Justice et la

¹ Ce protocole est disponible sur le site internet de la Commission.

² Documents de travail WP74, WP108, WP153 et WP155.

Commission le 13 juillet 2011³. Ce protocole traduit au niveau belge les conditions dégagées par le groupe de travail « article 29 » pour la protection des données dans ses documents de travail WP74, WP108, WP153 et WP155.

5. Ces garanties sont dès lors suffisantes au sens de l'article 22, §1, alinéa 2 de la loi du 8 décembre 1992 pour autoriser l'envoi de données à caractère personnel vers un pays tiers à l'Union européenne qui n'offre pas de niveau adéquat de protection des données à caractère personnel.
6. De plus, la Commission tient à souligner que le fait d'avoir opté pour la mise en place de règles d'entreprise contraignantes implique une prise en considération sérieuse et globale des questions relatives à la protection des données au sein d'un groupe d'entreprises, et démontre certainement de l'intérêt soutenu de la société multinationale UCB pour la protection de ce droit fondamental, ce que la Commission apprécie bien évidemment.

PAR CES MOTIFS,

la Commission émet un avis favorable sur les règles d'entreprise contraignantes (BCR) de la société multinationale UCB et considère que les flux transfrontières de données réalisés par les entités belges de cette entreprise multinationale, tels que décrits dans les annexes des BCR, vers les entités de cette entreprise liés par les BCR et établies dans un pays n'assurant pas un niveau de protection adéquat, peuvent être autorisés.

L'Administrateur f.f.,

Le Président,

(sé) An Machtens

(sé) Willem Debeuckelaere

³ Ce protocole est disponible sur le site internet de la Commission.